

Gestion de l'accès à la terre et à l'eau par les communautés rurales

Situation

Des conflits latents, essentiellement autour de l'accès aux ressources naturelles telles et à la pêche, perdurent au Cambodge. L'EPER et ses partenaires sont sensibilisés à la question des conflits potentiels et tentent de leur trouver des solutions durables. Cependant, une enquête réalisée en 2013 à partir de plusieurs projets au Cambodge montre que les projets pâtiennent d'un climat de méfiance, de conflits latents et d'une faible implication de la part des bénéficiaires. Dans les provinces de Kampong Chhnang et de Pursat, de grands investisseurs privés se sont vu octroyer des titres fonciers sur des grandes parcelles de terre, au détriment des intérêts des familles de petits paysans. Les communes locales ont ainsi perdu des terres arables et des forêts pourtant vitales pour leur survie. Au niveau des villages et des communes, il existe des instances d'arbitrage en cas de conflits au sein de la population. Mais ces instances ne sont pas conçues pour régler des conflits plus importants. Du reste, leurs connaissances sont insuffisantes même pour la résolution des conflits de moindre importance au niveau du village.

Objectifs

Partant des conclusions de l'étude, le programme pays de l'EPER a été complété par des éléments de gestion des conflits. De nouveaux partenariats visent à aider les bénéficiaires dans la résolution non violente des conflits et à soutenir l'accès des petits paysans aux ressources.

Ce projet vise à renforcer les instances d'arbitrage locales et à les inciter à s'organiser entre elles en formant des réseaux. Le terrain serait de ce fait plus favorable à la résolution des conflits sur un mode non violent, aussi bien au niveau d'une commune que d'un district et d'une province. L'accès aux ressources naturelles comme l'eau et la terre, surtout, est une question délicate dans la région du projet. Une composante du projet consiste à informer les familles de petits paysans et les autorités locales des droits et des devoirs attachés aux ressources naturelles et à encourager une culture du dialogue. Par ailleurs, l'arbitrage des conflits nécessite de nouvelles structures, correspondant aux différents niveaux administratifs. Les conflits d'une certaine importance requièrent de promouvoir un accès facilité à la justice.

Bénéficiaires

14 400 petits paysans et fonctionnaires des trois districts de Kandieng, de Kravanh (province de Pursat) et de Rolea Bhear (province de Kampong Chhnang)

Activités

Les activités de ce projet se répartissent selon les deux objectifs suivants.

- 1. Inciter les autorités locales à rendre des comptes sur la gestion de la terre et des ressources naturelles:** Corruption, népotisme et arbitraire dominant la pratique du service public au niveau local. La fonction publique est souvent détournée par des hommes d'affaires influents au détriment de la





population locale. Afin d'améliorer le travail des autorités locales et d'établir une culture de bonne gestion publique, des formations continues sont dispensées à la société civile et aux fonctionnaires sur les droits et les devoirs dans l'accès aux ressources. Un climat de confiance doit être instauré afin que les autorités, la population et les entreprises puissent échanger leurs points de vue dans le cadre de forums de discussion. Des comités de surveillance, composés de représentants de la société civile et des autorités, sont chargés de vérifier l'application des lois et de porter les éventuels différends devant les instances d'arbitrage nationales.

2. Inciter les petits paysans à prendre conscience de leurs droits à la terre et aux ressources naturelles : A travers le renforcement des instances d'arbitrage locales et l'amélioration de l'accès aux tribunaux nationaux, l'octroi de titres fonciers est facilité pour les petits paysans qui cultivent leurs terres depuis des générations. Ces titres protègent les petits paysans contre l'arbitraire des expropriations au profit de grands investisseurs et de politiques à la recherche de profits.

Organisation partenaire

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec l'organisation locale Star Kampuchea (SK). Fondée en 1997, cette dernière veut encourager la démocratie et la bonne gouvernance au Cambodge à travers le renforcement de la société civile. SK place le bien-être de la population locale au centre de tous ses projets. Elle s'occupe principalement d'aider les communes à gérer leurs terres et les ressources naturelles.

Avancement du projet

Même si le projet vient de démarrer, il commence déjà à déployer les effets souhaités. Pendant cette première phase, l'accent a été mis sur le choix de personnes de référence, la formation de ces personnes et l'incitation à constituer des réseaux à différents niveaux. Pour commencer, 61 personnes (dont 27 femmes) ont été choisies pour intervenir comme médiateurs bénévoles. Ces personnes ont été formées sur les thèmes du droit foncier, du système judiciaire au Cambodge, de la responsabilité des autorités et du travail de médiation en tant que tel. Sur 24 cours de formation, un travail de sensibilisation a été effectué auprès de 720 villageoises et de 265 villageois.

Dans un deuxième temps, le projet a permis d'instituer deux organes de surveillance, les « watchdog groups », constitués de représentants de la société civile et des autorités locales. Leur mission consiste à veiller à l'application correcte du droit foncier. Les cas qui ne peuvent pas être résolus à l'échelon local sont portés à l'échelon national, devant un conseil ministériel. Pendant les premiers mois d'implémentation, ces organes de surveillance ont amené sept cas de conflits sérieux devant le conseil ministériel. Grâce au travail de plaidoyer de SK, deux de ces cas font actuellement l'objet d'une enquête.

Les bases sont ainsi jetées pour une protection efficace des petits paysans des régions de Kampong Chhnang et de Pursat. Les organes qui ont été créés et les médiateurs au niveau des villages doivent maintenant être encouragés à consolider leur rôle.



Pays, région

Cambodge, provinces de Kampong Chhnang et de Pursat

Budget 2018

CHF 99 000

N° de projet EPER : 652.326

Chargé de programmes

Adrian Scherler

Contact

EPER (Entraide Protestante Suisse)
Département Communication
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Tél. +41 21 613 40 70
Fax +41 21 617 26 26
info@eper.ch
www.eper.ch
Dons : CCP 10-1390-5